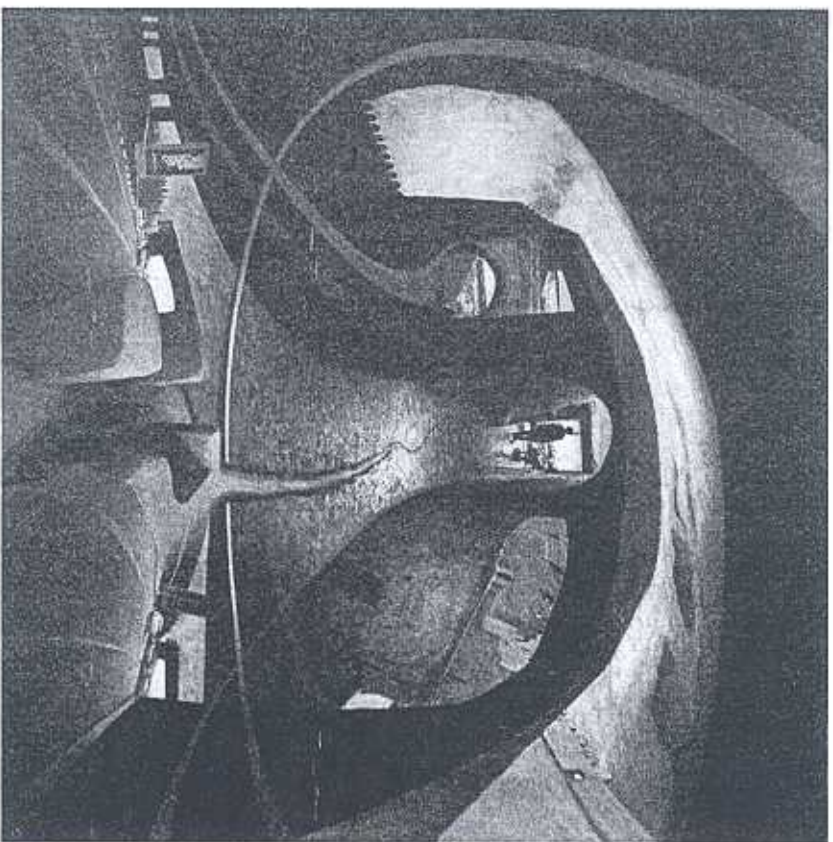


PAR
CAROLINE PAILHE *

LORS DE SA VISITE à Paris en septembre 2005, M. Daniel Fried, secrétaire d'Etat adjoint américain chargé des affaires européennes, s'est réjoui du « message de détermination » adressé à l'Iran par l'Union européenne (UE). Selon lui, c'est « celui qui convient ». Louant le réalisme et la détermination de la France, « qui n'a pas honte de l'usage raisonné de la force », M. Fried souligne que Washington « veut une Europe forte, qui s'affirme non comme un contrepoids ou un rival [des Etats-Unis] mais comme un partenaire dans le monde (1) ». Il est vrai que, depuis la déclaration faite en mars 2003 par le président George W. Bush sur la fin des hostilités en Irak, les Européens n'ont manqué aucune occasion de rassurer leur partenaire transatlantique quant à la convergence de leurs intérêts sécuritaires, sans proposer d'agenda propre. Et le dossier nucléaire iranien, qui inquiète la communauté internationale depuis plus de deux ans, est un des premiers tests de ce partenariat renouvelé, où Européens et Américains travaillent en tandem sur le modèle du « bon filic » et du « mauvais filic ».

Dans ses négociations avec Téhéran, la troïka rassemblant l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni fonctionne certes plus paternellement que Washington, mais elle le fait avec les mêmes outils, autour du continuum « diplomate, menace de sanctions, menace de l'usage de la force ». Une politique qui finalement vise un objectif identique : empêcher un Etat jugé hostile de développer tout cycle nucléaire autonome, même civil, pourtant autorisé par le traité de non-prolifération (TNP) et sous le contrôle renforcé de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Selon l'accord de Paris du 15 novembre 2004 signé avec l'Iran par la troïka, les négociations avaient deux objectifs précis. Les Iraniens devaient « fournir des garanties objectives que [leur] programme nucléaire a une finalité strictement civile », et les Européens devaient donner « des garanties fermes relatives à une coopération nucléaire, technologique et économique, et des engagements fermes dans le domaine de la sécurité ». En gage de bonne foi, Téhéran décida de manière unilatérale de stopper temporairement toutes ses activités liées à l'enrichissement et au retraitement de l'uranium,



SASILA ANIK EBRAHIMI - « Votes » (2001)

durant le temps des négociations, et de continuer d'appliquer, avant même sa ratification, le protocole additionnel de l'AIEA signé en décembre 2003 (lire pages 22 et 23).

MAIS EN AOÛT 2005, les Européens proposèrent au nouveau président iranien Mahmoud Ahmadinejad un accord qui se résume, selon un diplomate européen, à « une jolie boîte vide emballée dans beaucoup de papier cadeau (2) ». Si cette proposition prévoit la poursuite du dialogue et une possibilité de coopération dans plusieurs domaines, les promesses de l'Union restent vagues, en contrepartie de demandes très exigeantes vis-à-vis de l'Iran (3). L'Europe exhorte ainsi Téhéran à abandonner définitivement ses activités d'enrichissement et de retraitement de l'uranium, sans favori-

rassuré sur sa possibilité d'approvisionnement en combustible nucléaire à l'extérieur de ses frontières, nécessaire au développement de son programme nucléaire civil.

En clair, la position européenne s'aligne sur celle de Washington et de Tel-Aviv. La seule « garantie objective que le programme iranien offre une finalité strictement civile » revient, pour les négociateurs occidentaux, à la cessation permanente des activités d'enrichissement et de retraitement de l'uranium et du plutonium par l'Iran, activité pourtant couverte par l'article 4 du TNP.

Enfin, en ce qui concerne les assurances demandées par Téhéran en matière de sécurité, les Européens n'ont pas fait plus de concessions. Ils se sont contentés de réaffirmer les obligations internationales en cette matière. Au niveau régio-

nal, s'ils ont reformulé leur soutien à un Proche-Orient exempt d'armes de destruction massive, en accord avec la résolution 687 du Conseil de sécurité des Nations unies adoptée en 1991 dans le cadre de la première guerre du Golfe, la proposition européenne reste silencieuse sur les points concrets permettant d'atteindre cet objectif. Pourtant, en toute logique, le dossier iranien ne peut être réglé sans rassurer Téhéran contre un éventuel coup de force et sans envisager sérieusement le désarmement de toute la région, dont on connaît l'instabilité, que renforce la présence en Israël, en dehors de tout contrôle, de deux cents têtes nucléaires.

L'Union n'a donc pas la volonté politique d'offrir des compensations significatives afin d'inciter les objectifs de Téhéran et de bâtir un compromis. C'est que la crise ne se joue pas uniquement au niveau du dossier nucléaire. Elle implique de nombreux aspects politiques et stratégiques dont la clé ne se trouve pas en Europe mais bien à Washington. Et la Maison Blanche ne négocie pas avec un « *Eat-royou* », ni avec un « poste avancé de la *gyranie* », mais prône le « changement de régime », par la force s'il le faut.

Où, ESTIMANT AVOIR ÉPUISÉ LES RESSOURCES de la diplomatie dans ce dossier, les Européens, soutenus par les Etats-Unis, durcissent le ton et se tournent vers les mesures coercitives, en menaçant de porter le dossier devant le Conseil de sécurité des Nations unies. Quant à l'action militaire préventive chère à l'actuelle administration américaine, pour qui « toutes les options sont sur la table », elle est loin d'être « inconcevable » dans le cadre de l'UE, comme le prétend le ministre britannique des affaires étrangères Jack Straw (4).

En 2003, toujours dans la foulée de la guerre en Irak, les institutions européennes et les Etats membres n'ont en effet pas ménagé leurs efforts pour tracer une ligne de conduite face aux « nouvelles menaces » internationales, faisant écho aux préoccupations sécuritaires américaines et sans se différencier véritablement de la vision et de la stratégie de Washington pour y faire face.

(1) *Le Monde*, 21 septembre 2005.
(2) *Reuters*, 27 juillet 2005.

(3) Pour une analyse détaillée de la proposition européenne, lire Paul Horan, « Preliminary analysis of E.U. proposal to Iran », *Foreign Affairs*, British-American Security Information Council, 11 août 2005.

(4) British Broadcasting Corporation (BBC), Londres, 28 septembre 2005.

* Chargée de recherche au Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), Bruxelles.

En décembre 2003, l'Union européenne adoptait une « Stratégie de l'UE contre la prolifération des armes de destruction massive », qui ne manque pas d'encadrer la politique des Etats membres face à la question iranienne (5). Si la lutte contre la prolifération est d'abord envisagée sous la forme d'actions non militaires, notamment par l'instauration d'un dialogue politique et le respect des traités internationaux, le texte prévoit que « lorsque [les mesures préventives] échouent, on peut envisager des mesures coercitives dans le cadre du chapitre VII de la Charte des Nations unies et du droit international (sanctions, sélections ou glorieuses, interception des cargaisons et, le cas échéant, recours à la force) ».

Lors du même Conseil européen de décembre 2003, l'Union se dotait d'un concept stratégique élaboré par M. Javier Solana, haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, intitulé « Une Europe sûre dans un monde meilleur (6) ». La prolifération des armes de destruction massive est identifiée comme une des cinq principales menaces, à côté du terrorisme, des conflits régionaux, de la déliquescence des Etats et de la criminalité organisée. On retrouve donc le triptyque « terrorisme, prolifération des armes de destruction massive (ADM), Etats-voisins » cher à la National Security Strategy de 2002, démissant la politique américaine en la matière. Quant aux moyens à adopter, la stratégie européenne prévoit sans qu'il soit question de l'axial du Conseil de sécurité, des « interventions en amont roblées et si nécessaires, robustes », l'UE devant être capable « d'agir avant que la situation (...) ne se détériore » et « lorsque des signes de prolifération sont détectés ». Car « un engagement préemptif peut permettre d'éviter des problèmes plus graves dans le futur ».

AU MOMENT où ils étaient encore à l'état de projets, ces deux documents-clés ont largement ouvert la voie au sommet bilatéral euro-américain du 25 juin 2003, à Washington, où l'issuade quel fut adoptée la déclaration commune des Etats-Unis et de l'UE sur la prolifération des armes de destruction massive, par laquelle les signataires s'engagent à « utiliser tous les moyens dont [ils] disposaient pour éviter la prolifération des ADM et les conséquences désastreuses qu'elle entraînerait (7) ».

Selon toute vraisemblance, les Etats-Unis, même embourbés en Irak, ne sont pas prêts à « éviter les mêmes erreurs en Iran », comme le soulignait M. David Kay, ancien chef des inspecteurs américains à Bagdad (8). La possibilité de frappes préventives avec ou sans l'aide des Israéliens reste



RAYMOND VERDAGUER, « Des affaires dangereuses » (2005)

sur la table. Pis encore, les Européens leur ont emboîté le pas dans leurs aventures impériales.

Fondamentalement, et le dossier iranien le montre encore, l'Europe manque de détermination pour se positionner en dehors du parapluie américain comme une véritable « puissance tranquille ». Elle n'a ainsi pas saisi l'occasion d'inciter à relancer – voire réinventer – le régime de non-prolifération, qui reste légal à bien des égards, dans un domaine où la voie d'accès à la bombe n'est autre que le développement de l'industrie civile. Au contraire, au lieu de s'engager fermement sur la voie du désarmement auquel le TNP assigne les « Etats dotés d'armes nucléaires », les puissances européennes basculent vers la contre-prolifération pour assurer une sécurité qui se résume à la préservation de leur domination technologique, militaire et stratégique.

Pourtant, dans un monde de plus en plus globalisé, la sécurité des uns ne se bâtit pas contre celle des autres. Il ne peut y avoir, à terme, qu'une sécurité collective, où la définition des risques et des menaces ainsi que les outils pour y remédier s'inscrivent dans un ensemble – par nature diversifié – des acteurs qui interagissent sur la scène internationale, et non quelques Etats nantis, privilégiés et dotés de l'arme atomique.

CAROLINE PALHE.

Sur la Toile

NATIONS UNIES

Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) :

www.iaea.org/

l'ONUI, la paix et le désarmement :

<http://disarmament.un.org/S080/>

Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) :

www.unidir.org

ETATS-UNIS

Département d'Etat :

www.state.gov/r/p/rep/nd/

Agence pour la réduction de la menace nucléaire (DTRA) :

www.dtra.mil

Centre d'études sur la non-prolifération (CNS) - Institut d'études internationales de Monterey :

<http://cns.msu.edu/>

IRAN

Ministère des affaires étrangères :

www.mfa.gov.ir/ouput/INDEX.HTM

Organisation iranienne de l'énergie atomique :

www.aeor.org.ir/NewWeb/default1.asp

UNION EUROPÉENNE

http://ue.eu.int/en3_fo/showPage.asp?lang=fr&id=392&mode=g&name=Jiang

FRANCE

Observatoire des armes nucléaires françaises :

www.observm.org/fr/nao/nao.htm

Délégation aux affaires stratégiques (ministère de la défense) :

www.defense.gouv.fr/sites/das/

ONG

Abolition 2000 :

www.abolition2000.org

Initiative contre la menace nucléaire (ITN) :

www.itn.org

reconnait ses voisins, l'Iran ne reconnaît pas Israël (13) ». Mais depuis quand le droit inaliénable à la technologie devrait-il être conditionné à la reconnaissance d'Israël ? C'est-à-dire à la reconnaissance d'un Etat qui, rappelons-le, refuse de signer le TNP et menace régulièrement de bombarder l'Iran ?

L'ancien président James Carter rejeta un jour toute référence au coup d'Etat organisé par la CIA en Iran, en 1953, contre le gouvernement de Mossadegh, affirmant que c'était de l'« histoire ancienne ». Pour les Iraniens, c'est loin d'être le cas : ils ont gardé un vif souvenir de la trahison américaine. L'avènement de M. Carter est le reflet d'un aveuglement plus large de la politique étrangère des Etats-Unis face aux nationalismes : ils ne comprennent pas que « les autres » puissent aussi aimer leur pays.

L'Iran est fier de sa longue histoire, une histoire pleine de ressentiment contre les puissances étrangères qui ont tenté de lui dicter sa politique. La question nucléaire est devenue une question nationale : des Iraniens de toutes tendances, libéraux pro-occidentaux ou fondamentalistes, considèrent que l'accès à la technologie nucléaire est une nécessité nationale. Même si le régime changeait, la politique nucléaire continuerait, comme elle a continué après la révolution de 1979. La seule chose que la stratégie actuelle des Etats-Unis mette en danger, c'est la sympathie dont ils jouissent dans la population, seul atout dont ils disposent dans ce pays. En tentant d'humilier l'Iran et de le priver de ses avancées technologiques, Washington sape ses propres intérêts.

CYRUS SADEMI.

(1) Bulletin of the Atomic Scientists, janvier-février 2005, vol. 61, n° 1, Mont Albert, Illinois, www.bulletin.org/article.php?id=05j01p05a01

(2) Foreign Affairs, Londres, 19 septembre 2005

(3) Washington Post, 27 mars 2005

(4) AFP, 13 septembre 2005

(5) Brian Pothol, « Nuclear fuel cycle, which may favor for multilateral approach », IAEA Bulletin Online, vol. 46, n° 2, 2004, www.iaea.org/Publications/Magazines/Bulletin/Bull62/nuclear_cycle.html

(6) « There is no such thing », Foreign Affairs, 7 septembre 2005

(7) George Pithorich, « For Tehran, nuclear program is a matter of national pride », YaleGlobal, 21 mars 2005, <http://yaleglobal.yale.edu/displayarticle.nsf-548>

(5) « Stratégie de l'UE contre la prolifération des armes de destruction massive », 15708/03, 12 et 13 décembre 2003

(6) « Une Europe sûre dans un monde meilleur », 15895/03, 8 décembre 2003

(7) « Déclaration commune du président du Conseil européen M. Coxas Simulas, du président de la Commission européenne M. Romano Prodi et du président des Etats-Unis M. George W. Bush sur la prolifération des armes de destruction massive », Washington, 10/02/03, 25 juin 2003.

(8) David Kay, « Let's not make the same mistakes in Iran », The Washington Post, 7 février 2005